



Réinventons  
QUETIGNY

**La Lettre**

n° 1

octobre 2020

## Le budget 2020 : Conseil Municipal du 30 juin

Du fait du retard imputable à la Covid, le Conseil municipal n'a examiné le budget 2020 que le 30 juin dernier. Les élu·e·s RQ n'ont pas voté ce budget, parce que les dépenses engagées pour l'opération « Cœur de ville », opération que nous ne partageons pas sur des points essentiels, continuent de peser sur les finances de la commune : 2 millions € versés à la SPLAAD. D'autre part, le budget ne prend pas suffisamment en compte les effets de la crise sanitaire et ses conséquences sur les personnes les plus fragiles.

### Intervention sur le budget primitif 2020

« Au cours de la mandature précédente, la majorité municipale a fait le choix d'investissements très coûteux sur le centre-ville et particulièrement la place centrale. Comme une partie importante des habitants de notre ville, nous ne partageons pas, pour l'essentiel, ces choix qui pèsent et vont peser encore plusieurs années sur les budgets de la commune. Les avances faites à la Société Publique Locale d'Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise (SLAAD), soit 6 millions d'Euros depuis 2017 (dont 2 millions au budget 2020) pour réaliser ce projet « Cœur de ville » auront épuisé, en 2020, les liquidités de la commune. Nous estimons que d'autres choix plus utiles auraient pu être faits. C'est la première raison pour laquelle nous ne voterons pas ce budget.

Nous pensons que **la structure de ce budget aurait pu être différente**. Non pas sur ce qui est incontournable comme les salaires, les services permanents, les achats de matériel, fournitures, l'entretien des équipements, mais sur ce qui est consacré à la crise de la Covid et ses conséquences. Globalement, notre ville conserve, par le biais de l'impôt, l'essentiel de ses recettes, et reste, sur ce plan, assez peu touchée par la crise. Ce qui nous permet d'accroître les rémunérations des agents

municipaux (+1,5 % en moyenne), de prendre des mesures de protection des habitants (environ 100 000 €) et de maintenir le niveau des subventions aux associations (610 000 €). Et c'est tant mieux. Par contre, la récession économique qui nous frappe et que certains évaluent à 12,5 % du PIB, va peser lourdement sur nos concitoyens les plus fragiles : baisse des revenus du fait du chômage notamment, isolement, déstabilisation. Pour cette année et celles qui vont suivre, nous pensons qu'il y a des urgences auxquelles il faut répondre :

- ***l'urgence sociale*** : nous connaissons plus ou moins bien les besoins de nos concitoyens les plus vulnérables ; certains le font savoir, mais pour nombre d'entre eux ce n'est pas le cas : autour de 1 200 personnes en dessous du seuil de pauvreté aux dernières études connues, dont la situation risque encore de s'aggraver dans les mois qui viennent. Nous avons bien entendu les intentions exprimées par notre Maire au dernier conseil municipal « nous ne laisserons personne sur le bord de la route ». Si nous partageons sans réserve ces intentions, nous aurions aimé qu'elles trouvent une autre traduction budgétaire. La subvention au CCAS (360 000 Euros) augmente de 21 000 euros par rapport au budget primitif de 2019. Sur ce montant, 171 000 euros, qui correspondent à la mise à disposition de 4 personnes des services, seront remboursés à la commune. Même s'ils sont en augmentation par rapport à 2019 les crédits destinés aux secours d'urgence et aux aides facultatives ne représentent que 140 000 € pour 2020.

Cette prévision budgétaire est largement insuffisante pour permettre à notre ville d'assurer son rôle de bouclier social.

- ***l'urgence écologique*** aussi. Elle est partout, dans tous les domaines, et le succès de l'écologie aux dernières municipales en est autant un signe qu'un espoir.

La ville ne peut pas tout, mais elle pourrait autrement. Au cours de la mandature précédente, une aide aux particuliers de 500 € pour des économies d'énergie des logements a été mise en place : modeste, beaucoup trop modeste au regard des besoins et des attentes. Combien d'aides ont été attribuées ? Quelques dizaines tout au plus pour un budget maximum de 20 000 euros en 6 ans ! La convention citoyenne pour le climat vient de faire une proposition majeure : l'isolement thermique de 5 millions de logements « passoires » d'ici 2030. Si cette question trouve un début d'application depuis plusieurs années, il est grand temps de passer à la vitesse supérieure. C'est bien sûr à l'État, en premier lieu, de financer cette aide. Mais les communes peuvent décider d'y apporter un supplément significatif et pas simplement symbolique. Plusieurs centaines de familles de Quetigny sont en attente d'aides conséquentes pour pouvoir enfin isoler leurs logements. Cette urgence aurait dû trouver sa traduction budgétaire dès cette année, et de façon bien plus forte que lors de la mandature précédente. Pour ces raisons aussi, nous ne voterons pas ce budget».

Vous pouvez suivre [ici](#) le déroulement des débats en vidéo.



## ***La Lettre***

**n° 1**

**octobre 2020**

## **L'opération centre-ville : où en est-on ?**

Un conseil municipal extraordinaire, convoqué le 6 juillet, a abordé ce sujet, qui fait débat depuis plusieurs années, comme l'a montré la dernière [campagne électorale](#). Nous maintenons notre opposition à cette densification et à cette bétonnisation en contradiction totale avec le souci du vivre ensemble et les préoccupations écologiques plus que jamais prioritaires dans la crise sanitaire et sociale d'aujourd'hui. L'été a confirmé le caractère invivable de cette place en période de fortes chaleurs. Le Maire a présenté un condensé actualisé de la réalisation du centre-ville pour essayer encore une fois de convaincre du bien-fondé du projet : les mêmes arguments que ceux avancés régulièrement par la majorité municipale. Mais pas un mot sur les avis exprimés par les 550 Quetignois au printemps 2019. Pas un mot sur le coût du projet. Les exposés ont fait « flop » : aucune intervention des Conseillers, sauf une (venue de la majorité municipale) pour demander s'il était encore possible de davantage végétaliser cette place !

Les travaux suivent leur cours, en dépit des retards passés (malfaçons dans la brasserie Quetign'eat, l'un des "objets merveilleux" annoncés par les auteurs du projet) et actuels (délais non expliqués pour lancer le chantier de l'équipement socio-culturel prévu au nord du tram). Mais, avant même que soit entamée la construction (à la place de la Poste) d'un immeuble de 7 étages, on a déjà une idée de l'impression qu'il pourra donner aux Lilliputiens de Quetigny : celui de CDC habitat (5 étages) en cours de construction par Bouygues à l'est, sort de terre (photo) ; avec celui (de 7 étages) de la médiathèque au nord, ils domineront — ou écraseront — la place. N'aurait-il pas mieux valu organiser une réunion publique pour permettre aux Quetignois de dire ce qu'ils pensent de cette réalisation et des améliorations possibles, s'il est encore temps ?



***La Lettre***

**n° 1**

**octobre 2020**

## **Écologie : bientôt l'agenda 2030 à Quetigny**

L'agenda 21 qui avait permis de fixer certains objectifs de « développement durable » à Quetigny s'est achevé en 2019.

L'agenda 2030 va bientôt prendre le relais, dans le cadre des 17 grands objectifs fixés en 2015 par l'ONU à ses États-membres.

Le Conseil municipal, et plus particulièrement sa commission « développement soutenable et transition écologique » doivent préparer les objectifs spécifiques à Quetigny.

Il est important que les Quetignois en soient informés et puissent participer à la définition de ces objectifs.

**Lire plus :** <https://www.agenda-2030.fr/odd/17-objectifs-de-developpement-durable-10>



**Réinventons**  
QUETIGNY

***La Lettre***

**n° 1**

**octobre 2020**

## **À propos de la 5G**

Trois projets d'installation de la 5G sur Quetigny. L'un de ces projets annoncé dans un immeuble collectif par le syndic a été recalé par l'A.G. des co-proprétaires.

À l'heure où la convention citoyenne demande un moratoire sur l'installation des réseaux, où certaines grandes villes françaises se montrent très prudentes à propos des ondes 5G, il paraît important que les Quetignois aient une vraie réflexion sur cette installation et ses conséquences. Le principe de précaution ne devrait-il pas toujours prévaloir ? Sans aucune évaluation environnementale, il est urgent d'attendre. Notre santé, et celle de nos enfants, devrait toujours primer sur des considérations économiques.

[Lire notre intervention au Conseil Municipal du 22 septembre](#)

Lire plus : <https://www.priartem.fr/5G-Les-associations-appellent-a-un.html>  
[https://www.robindestoits.org/LES-5-OBJETS-DE-LA-5G\\_a2763.html](https://www.robindestoits.org/LES-5-OBJETS-DE-LA-5G_a2763.html)



## La liste alternative "Bressey autrement"

À 5 km à l'est de Quetigny, un [renouveau démocratique](#) : l'ancien maire de Bressey-sur-Tille avait tout fait pour encourager une augmentation insensée de la population (+ 76 % en 10 ans), à l'impact violent sur la vie sociale et l'environnement : trafic automobile accru, ralentisseurs bruyants et hors normes, transports en commun (Divia) inadaptés, et surtout lotissements construits de façon anarchique, en zone inondable ! L'Association de Défense de l'Environnement de BRESsey a réussi à faire annuler l'un de ces lotissements. Son président Lionel Sanchez a démissionné de l'ADEBRES pour se lancer dans la campagne. Sa liste, Bressey autrement, sans étiquette et soucieuse de l'écologie, de la qualité de vie et de la convivialité, a obtenu 12 sièges sur 15. Félicitations !

La nouvelle équipe a entamé son mandat en développant une application mobile pour dialoguer avec les habitants, en s'opposant à l'installation d'une antenne 5G, en accordant une aide de 50 €, en complément de celle de l'État, pour la réparation de vélos, en autorisant une relecture des comptes rendus des séances du Conseil Municipal avant affichage public... À suivre !



Réinventons  
QUETIGNY

## La Lettre

n° 1

octobre 2020

# Les Jardins de l'Engrenage, un nouvel espace de vie en plein Dijon

*Le 17 juin, de nombreuses associations appelaient à agir « contre la Réintoxication du monde ». Le COVID était passé par là... À Dijon, c'est un espace en friche coincé entre des immeubles qui bordent l'avenue du Drapeau qui a été occupé pour en faire un espace vert à vocation multiple et partagée (terrain de boules, potagers, jardin d'agrément) appelé l'Engrenage.*

Cet espace est la propriété de la ville de Dijon, qui veut le céder à un promoteur, Ghitti Immobilier, pour y construire un complexe de logements, projet bien sûr enrobé de vert (végétalisation des toits, etc.) et appelé pompeusement « Garden State ». Mais les occupants du lieu contestent la décision prise par la ville de Dijon et l'absence de consultation des riverains : l'avenue du Drapeau est déjà très bétonnée, les immeubles sont « à touche touche ». Ils demandent donc que les habitants s'expriment et qu'un projet concerté avec eux voie le jour. Ce projet doit prendre en compte les besoins des habitants dans un espace bien bétonné : maintien ou création d'espaces de verdure pour parer au réchauffement qui impacte la ville, besoin de lieux de rencontres, jardin, terrains de jeux... et de jardins potagers.

### Et maintenant...

Une tentative d'expulsion a eu lieu : la ville de Dijon a affrété un bulldozer, sous la garde de policiers municipaux, pour raser ce qui avait été planté, le 24 juillet à 6 h du matin. Mais les occupants ont tenu bon, et durant l'été de nombreuses personnes ont pu venir jardiner ou se détendre sur ce terrain. La convocation des occupants au tribunal a été reportée au mercredi 7 octobre.

## **Mais déjà...**

Avant les élections municipales de cette année, le 25 novembre 2019, le maire de Dijon, F. Rebsamen, a annoncé l'abandon de la construction de l'écoquartier des Maraîchers, sur les terres maraîchères du quartier des Lentillères. Ce changement de cap ne s'est pas fait tout seul : il est le résultat de 10 années d'occupation par des habitants, des gens du quartier qui y ont cultivé leur jardin, tout en maintenant des espaces non cultivés pour en faire un véritable espace de verdure en pleine ville. Refuge pour la biodiversité, terre d'accueil pour des personnes sans toit, cet espace a pu revenir à sa destination première : une terre maraîchère de qualité pour nourrir les habitants du quartier. Dans un esprit de rencontre et d'échanges.

## **Et aussi...**

En matière de logements, l'ambition du Maire président de Métropole est très grande, (création de 10 000 logements d'ici 2030 à Dijon) : quartier de l'Arsenal, quartier de la cité de la Gastronomie, quartier des Tanneries, quartier J.B. Baudin... partout des immeubles surplombant les trottoirs poussent en rangs serrés comme des champignons, véritables forteresses de béton à l'aspect souvent austère ! Parfois quelques arbres restent, emprisonnés entre des murs plus hauts qu'eux... De petites maisons se retrouvent coincées entre 5 étages de béton...

À la veille du 2ème tour des élections municipales, 10 associations d'habitants et de défense de l'environnement se sont réunies pour demander au/ à la futur-e maire de Dijon la mise en place d'une consultation citoyenne et l'association des habitants aux décisions qui les impactent. Ils rappellent le contexte climatique et sanitaire, qui fait que l'habitat dense impacte les plus fragiles. Ils demandent que les logements existants soient rénovés plutôt que de construire ce qui se fait actuellement : des logements de petite surface dans des zones d'habitat très concentré.

Le confinement, qui a parqué les habitants dans leur logement et à proximité de leur immeuble, a mis en évidence qu'il était important d'aménager les villes autrement pour les rendre plus vivables...

**Pour lire la déclaration des 34 associations signataires :**

<https://transire.hypotheses.org/520>

**Pour soutenir ce projet impliquent les habitants :**

[Signer la pétition sur change.org](#)



## ***La Lettre***

**n° 1**

**octobre 2020**

# **Réinventer la ville pour s'adapter aux urgences climatiques et sanitaires**

Déjà à Dijon, des associations d'habitants et de défense de l'environnement et du patrimoine s'organisent contre les constructions tous azimuts, pour une ville vivable et solidaire. Elles se sont adressées le 17 juin dernier aux candidats aux municipales de Dijon et leur a demandé de faire connaître par écrit aux associations et aux Dijonnais les mesures concrètes qu'ils s'engageaient à mettre en œuvre lors du mandat qui leur serait confié.

Le nouveau Plan d'Urbanisme de la Métropole dijonnaise (PLUiHD voté en déc. 2019), permet de poursuivre et d'intensifier la construction de logements dont la nécessité n'a pas été justifiée. Dans l'enquête publique de juin 2019, de nombreux habitants et associations ont exprimé leur désaccord sur ce plan incompatible avec les priorités environnementales, sanitaires et sociales imposées par les effets négatifs du changement climatique. La Métropole est restée sourde à ces demandes, tout comme à celles exprimées dans diverses lettres ouvertes, communiqués de presse et recours gracieux.

Cette nouvelle requête est motivée par le constat indéniable d'urgence écologique, auquel s'ajoute aujourd'hui l'urgence sanitaire. En effet, la crise de la Covid19 a mis en lumière les grandes difficultés de vie induites par « l'habitat dense », notamment pour les personnes les plus fragiles. Nos propositions visent à réduire les îlots de chaleur, à favoriser et développer la biodiversité, à multiplier et généraliser les zones de cheminements doux, à améliorer la qualité de vie et l'offre de services dans les quartiers.

## NOS DEMANDES PRIORITAIRES ET SOLIDAIRES :

### - Préserver et amplifier les espaces de nature arborés dans l'ensemble de la ville :

(1) Par l'augmentation et le respect des taux de pleine terre exigés dans les projets immobiliers pour toutes les zones et tous les sites de projet.

(2) Par la préservation et la restauration des espaces naturels ou semi-naturels préexistants.

(3) Par la protection des arbres existants et par des plantations à une échelle et un rythme ambitieux tant dans l'espace privé que public (le PLUiHD n'impose qu'un arbre pour 100m<sup>2</sup> de pleine terre, ce qui équivaut pour les quartiers où il n'est exigé que 10 à 20% de pleine terre, à ne planter qu'un ou deux arbres pour 1000m<sup>2</sup> de terrain). Le diagnostic initial est pourtant loin d'être satisfaisant. Avec un taux de patrimoine arboré de seulement 18% (source Kermap), Dijon est sous la moyenne nationale, quand ce taux est, par exemple, de 25% à Montpellier ou de 24% à Besançon.

### - Imposer un recul plus important des constructions en façade de rue sur l'ensemble de la ville permettant d'anticiper et favoriser :

(1) l'aménagement de la voirie (voies cyclables, voies de bus, cheminements piétons).

(2) la plantation d'arbres en alignement avec tous les bénéfices qu'elle induirait pour les usagers de ces voies et les habitants des immeubles limitrophes.

(3) la restauration, l'élargissement de la Trame verte et bleue, l'élaboration d'un plan structurant, précis des « corridors écologiques » et du « maillage vert » de la ville.

(4) l'installation de plantes grimpantes en pleine terre au pied des murs, préférables aux structures végétales suspendues qui, comme les toitures végétalisées d'immeubles s'avèrent coûteuses et trop sensibles à la sécheresse (cf. programme de recherche Ecoville, coordinateur P. Clergeau 2018).

### - Détailler un plan prioritaire de rénovation et d'isolation de l'habitat ancien, plutôt que d'augmenter les constructions nouvelles, faites pour beaucoup d'empilements resserrés de petits logements.

### - Renforcer et faciliter les liens inter-quartiers, entre la ville et les villages de la périphérie, ainsi qu'avec les territoires ruraux en améliorant l'offre de transports, en multipliant les parkings relais et en répartissant équitablement les services.

### - Fixer les règles d'une consultation citoyenne améliorée, basée sur le dialogue et associer de façon concrète les citoyens aux décisions les impactant et, ce, à l'échelle de la ville et des quartiers.

Dijon, le 17 juin 2020.

### **Signataires**

Fédération Patrimoine et Environnement - Association les Amis des Hauts de Dijon - Association Cayen Environnement - Association Bien Vivre Dans le quartier Larrey - Association des familles et des amis du quartier Dijon Larrey - Association Les Riverains du Quartier de Larrey - Association Montchapet - Habitat Environnement - Association du Faubourg Saint Pierre - Association des Habitants de Mirande/Montmuzard/Université - Association Comité de Quartier de la Montagne Sainte-Anne :



## **La Lettre**

n° 1

octobre 2020



## **Appel *Plus jamais ça !* Préparons le monde d'après.**

Dès le mois de mars, 18 organisations associatives, syndicales, environnementales se sont réunies pour imaginer le monde d'après (CGT, Greenpeace, Oxfam Attac....) suivies très vite par d'autres. Des rencontres avec des partis et mouvements de gauche ont aidé à étoffer le projet : réfléchir sur la crise du Covid, la crise économique, le nécessaire virage pour la transition écologique, s'affranchir du libéralisme, et penser un monde plus juste, plus solidaire, plus durable. Progressistes et humanistes ont été appelés à rejoindre ce groupe.

***Le 26 mai, la bonne nouvelle tombe : un Collectif d'organisations syndicales et d'associations a travaillé durant le confinement pour élaborer un plan de sortie de crise, avec 34 propositions pour faire face à l'urgence sociale, climatique et pour les droits humains. Une convergence prometteuse d'avenir, et dont les propositions peuvent nourrir le débat politique au sens large.***

### **Le Collectif « Plus jamais ça » :**

Il est composé d'organisations syndicales, d'associations et d'ONG fortes de leur engagement et de leur expérience dans la lutte pour la justice sociale, l'écologie, les droits humains, et contre la pauvreté. Indépendantes des partis politiques, elles se côtoient dans les mobilisations sociales et pour le climat. La gravité de la situation (crise du Covid et confinement) les a poussées à lancer ensemble un cri d'alarme « Plus jamais ça », et à construire un « Plan de sortie de crise » avec **34 mesures** qui prennent en compte les exigences sociales et écologiques.

Face aux crises sanitaires, environnementales et sociales, il est urgent de porter des propositions de transformation radicale de la société.

**Ce Plan de sortie de crise est soumis au débat** par le Collectif « Plus jamais ça » : c'est une invitation aux discussions, il doit être complété, développé.

Il doit prendre en compte l'actualité qui impose de mettre en avant ces propositions :  
- pour un système de protection sociale solidaire, à l'heure où notre système de retraite par répartition est menacé par le gouvernement, et où de nouvelles régressions sociales en termes d'emploi et de salaires sont à craindre avec les plans de licenciement annoncés. Et pour des mesures justes, face au plan de relance de 100 milliards qui servira surtout les grands groupes et très peu le soutien aux personnes fragilisées par la crise (0,8 % du plan !).

- les réponses aux défis environnementaux ne peuvent être remises à plus tard : face au gouvernement qui pense séparément plans de relance et réponses à la Convention citoyenne pour le climat, il faut articuler le social et l'écologie.

**Plus que jamais le Collectif estime urgent de reconstruire un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral.**

### **Et les partis politiques dans tout ça ?**

À gauche, les grandes manœuvres ont commencé en vue de la Présidentielle de 2022. Nous ne souhaitons surtout pas nous retrouver devant le dilemme Macron/ Le Pen, et il nous paraît urgent que toutes les conséquences néfastes des politiques actuelles soient battues : c'est notre futur qui est en jeu.

Nous suivrons donc avec attention les rencontres qui ont lieu entre le Collectif «Plus jamais ça » et les organisations politiques sur les rangs à la Présidentielle.

Si l'indépendance dans l'action des organisations du mouvement social a été rappelée par le Collectif, les rencontres qui ont eu lieu avec les forces politiques de la gauche et de l'écologie ont permis de confirmer l'importance de ce Plan pour une alternative au néolibéralisme et au productivisme et donc la nécessité de poursuivre ce dialogue.

### **Ce que dit le Collectif «Plus jamais ça » :**

*La pandémie qui a impacté tous les pays, et ses conséquences dramatiques, révèlent de manière tragique les dérèglements du capitalisme néolibéral et productiviste ainsi que les dysfonctionnements de l'actuelle gouvernance mondiale. La situation nécessite d'affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques.*

*Pour tout cela, nous exigeons :*

- que **la santé de toutes et tous soit une priorité**, maintenant et après le 11 mai, date annoncée de sortie du confinement alors même que les conditions sanitaires ne sont pas réunies. [avec la perspective actuelle de "2ème vague", ce point reste d'actualité ! - NDLR]

- que toutes les mesures d'urgence soient prises pour **lutter contre les inégalités sociales et pour préserver les droits de chacun·e** durant cette période, dont celui d'un travail, d'une alimentation, d'un logement de qualité.

- que **la protection sociale des jeunes soit refondée** afin de les faire rentrer dans le droit commun. Les jeunes ne peuvent être ni la variable d'ajustement, ni les oublié·e·s de l'après.

- que **la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité** soient des priorités pour le plan de relance de l'économie, à la mesure de l'urgence climatique.

- une **solidarité avec les populations des pays pauvres**, premières victimes des dérèglements climatiques, touchés par la crise sanitaire alors que leurs systèmes de santé et leurs services publics sont encore moins préparés que le nôtre à faire face à cette pandémie, sous la menace de crises alimentaires émergentes, passant en premier lieu par l'annulation de leur dette extérieure et le versement de financements additionnels d'urgence.

- que **les multinationales s'assurent du respect des droits humains et de conditions de travail décentes** pour les travailleuses et travailleurs employé·e·s par leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants à travers le monde plutôt que de les laisser sans revenus, aides ou protections sociales, les rendant plus vulnérables aux risques d'exploitation plutôt que de verser des dividendes à leurs actionnaires.

*Le monde d'après doit enfin appliquer **l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**. Ce sont souvent des femmes, dans l'ensemble du secteur de la santé et du social, dans les services publics, dans les commerces, dans l'agroalimentaire, qui ont sauvé des vies, ont permis de nous alimenter, ont assuré des missions de protection de la population et ont permis à notre pays de tenir alors qu'elles sont toujours bien moins payées que les hommes : il est temps de reconnaître leur investissement.*

*Le monde d'après ne doit pas non plus se solder par de nouvelles régressions des droits démocratiques. De ce point de vue, en France comme ailleurs conscient·e·s de la nécessité de respecter toutes les mesures de confinement nécessaires, nous ne sommes pas moins indigné·e·s des **violences policières, des contrôles abusifs, des atteintes à la protection des données personnelles et de la vie privée, de la violation des droits des migrant·e·s...***

*Nous exigeons un **plan de relocalisation solidaire et écologique** des activités de l'industrie, de l'agriculture et des services :*

- « plus jamais » des **travailleur·euses mis·e·s en concurrence** et appauvri·e·s !
- « plus jamais » la **dépendance aux marchés internationaux** comme le manque de masques, de surblouses et de médicaments,
- « plus jamais » les produits qui font le tour de la planète engendrant **pollutions et émissions de gaz à effet de serre !**
- Et « plus jamais » la **captation des ressources naturelles du Sud** au seul profit des transnationales des pays riches.

*Pour que le jour d'après ne soit plus comme le jour d'avant, tout soutien public aux entreprises doit d'ores et déjà être **conditionné à une reconversion écologique et sociale**, qui nous permettra de créer des centaines de milliers d'emplois de qualité en France. Le gouvernement ne doit pas remettre en cause, sous l'influence des industries polluantes, les **engagements et les objectifs environnementaux**, déjà très en dessous du niveau exigé par l'urgence climatique. Il doit aussi suspendre les ventes d'armes qui alimentent les conflits et le terrorisme, et réfléchir à abandonner la dissuasion nucléaire coûteuse et plus dangereuse qu'efficace.*

*Nous exigeons que la **lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité soient des priorités** pour le plan de relance de l'économie, et qu'elles soient à la mesure de l'urgence climatique. Nous exigeons un plan de **développement de tous les services publics** et une revalorisation des métiers d'utilité publique :*

- « plus jamais » les **hôpitaux débordés** du fait des fermetures de lits et du manque de soignant·e·s,
- « plus jamais » d'une **recherche publique manquant de crédits**,
- « plus jamais » des **services publics exsangues**,
- « plus jamais » des **Ehpad délaissés**,
- « plus jamais » des **personnes sans revenu et en précarité alimentaire**.
- « plus jamais » de fausses excuses quant au manque de budget public pour les financer, alors qu'une **fiscalité plus juste** (y compris sur la fortune / le patrimoine), une véritable **lutte contre l'évasion fiscale** et la transformation de la **dette publique en dette perpétuelle à taux zéro par la BCE** en donneraient les moyens.

*Ce que nous voulons en France comme ailleurs: un **changement de cap, pour un futur écologique, social, féministe et démocratique** .Lire l'intégralité des 34 propositions et voir les organisations signataires :*

[https://france.attac.org/IMG/pdf/le\\_plan\\_de\\_sortie\\_de\\_crise.pdf](https://france.attac.org/IMG/pdf/le_plan_de_sortie_de_crise.pdf)

Pour aller plus loin (pétition, vidéo, article) :

<https://www.cgt.fr/actualites/europe/mobilisation/plus-jamais-ca-un-monde-a-reconstruire>



Réinventons  
QUETIGNY

***La Lettre***

**n° 1**

**octobre 2020**

## **"COVID 19, nous ne voulons plus être gouvernés par la peur"**

Dans une tribune du journal « Le Parisien », parue le 10 septembre 2020, 35 chercheurs, médecins et universitaires critiquent la communication du gouvernement, qu'ils trouvent trop anxiogène. Elle a pour conséquence de produire du complotisme, ou au contraire une peur panique qui a des effets négatifs sur la vie en société et la démocratie.

*« Il ne faut pas confondre la responsabilisation éclairée avec la culpabilisation moralisatrice, ni l'éducation citoyenne avec l'infantilisation ».*

<https://www.leparisien.fr/societe/covid-19-nous-ne-voulons-plus-etre-gouvernes-par-la-peur-la-tribune-de-chercheurs-et-de-medecins-10-09-2020-8382387.php>



Réinventons  
QUETIGNY

***La Lettre***

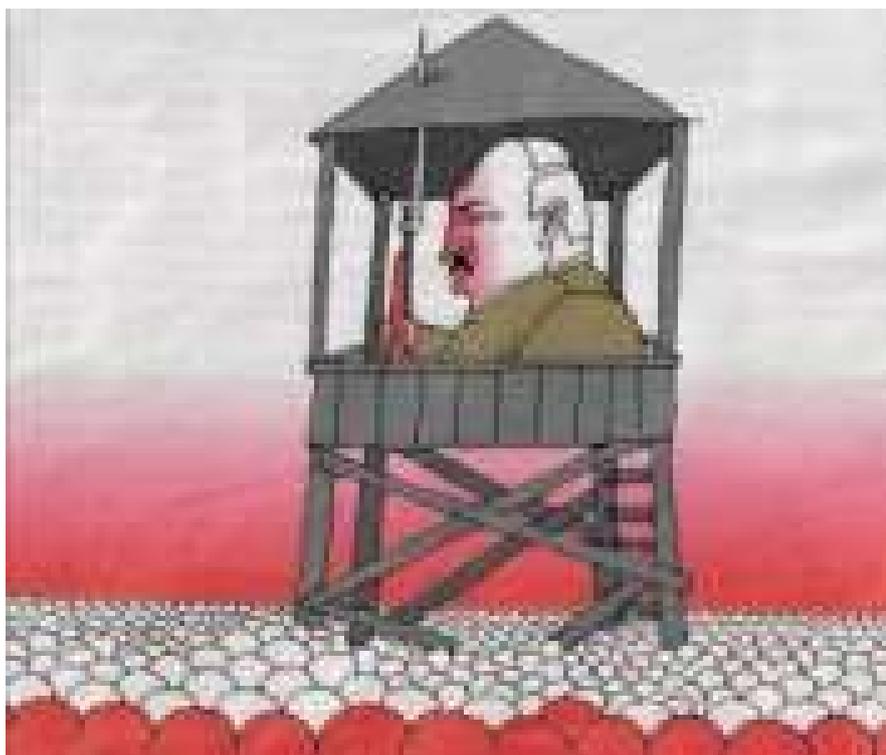
**n° 1**

**octobre 2020**

## **Un plan de relance dans la continuité**

Tout pour le privé, rien pour le public. Tel pourrait être le résumé du plan de relance économique. 100 milliards dont 30 pour la transition écologique. Des milliards pour les grosse entreprises du Medef avec baisse d'impôts pour 280 sociétés environ ,mais 125 euros pour 250 000 les plus petites. Une politique de l'offre qui ne fonctionnera pas plus qu'en 2008 pour des trésoreries qui débordent déjà de quoi alimenter la fraude et l'évasion fiscale. Pas de relance de la consommation pour tous ceux menacés du chômage. Pas de quoi rassurer les consommateurs. Une parodie de transition écologique pour les associations. Un saupoudrage qui ne permet pas à la France de respecter ses engagements climatiques.

**[article de Médiapart : un plan de relance en trompe-l'œil](#)**



Réinventons  
QUETIGNY

**La Lettre**

n° 1

octobre 2020

## La Biélorussie, entre renouveau démocratique et déstabilisation

Dans cette ancienne république soviétique règne depuis 1994 le « dernier dictateur d'Europe », Alexandre Loukachenko. Dans un contexte de profonde crise économique, les opposants sont persécutés. Déjà les élections législatives de novembre 2019 n'avaient donné aucun élu à l'opposition ; les résultats officiels de la présidentielle d'août 2020 sont extravagants : 80 % des voix à Loukachenko contre 11 % à sa rivale Svetlana Tikhanovskaïa, qui avait réussi à fédérer les partisans de deux autres opposants, l'un invalidé, l'autre arrêté. Cette dernière élection volée a provoqué une crise profonde, dont l'écho se fait sentir bien au-delà des frontières du pays comme le montre *Courrier International*.

Les résultats, que tous les observateurs jugent totalement faussés, suscitent une vague de manifestations, violemment réprimées. L'opposante se réfugie en Lituanie, multiplie les déclarations aux médias occidentaux, et appelle à une manifestation géante pour le 16 août. Après le succès de celle-ci, elle se dit disposée à exercer le pouvoir. Loukachenko n'hésite pas à se montrer en public kalachnikov en bandoulière et à déclarer que face à lui les manifestants « détalent comme des rats ». Depuis, les premiers signes de division apparaissent au sein de l'opposition.

Mais en même temps, le dictateur cherche à se rapprocher de Poutine (qu'il avait pourtant accusé fin juillet d'avoir fomenté des émeutes pour le renverser). Ce dernier affirme sa volonté de préserver les intérêts russes et d'éviter une déstabilisation de la Biélorussie. Les syndicats ouvriers russes dénoncent vigoureusement les méthodes utilisées par Loukachenko pour contrer le mouvement de grève des travailleurs biélorusses contre lui (signal envoyé par le Kremlin ?).

Loukachenko, qui avait construit sa carrière sur l'idée d'une réunification avec la Russie, espère que celle-ci jouera dans cette crise la stabilité géopolitique de la région.

L'Occident, évidemment, fait bloc pour soutenir l'opposition au dictateur biélorusse. Macron, qui a rencontré lors d'un voyage dans les pays baltes ses homologues lituanien et letton, inquiets, avant un entretien avec Svetlana Tikhanovskaïa, vient d'affirmer que Loukachenko "doit partir" ; mais même Trump fait preuve de beaucoup de prudence...

La Biélorussie est à la croisée des chemins.

Lire plus : <https://www.courrierinternational.com/fiche-pays/bielorussie>



Réinventons  
QUETIGNY

*La Lettre*

n° 1

octobre 2020

Un certain nombre de Quetignois ont répondu en 2019 à l'appel de Réinventons Quetigny. La campagne électorale de mars 2020 a mobilisé une équipe soudée, dynamique. Maintenant deux élus siègent au conseil Municipal...

Mais tout ne s'arrête pas là !

Ces deux élus entendent jouer pleinement leur rôle, et notre groupe Réinventons Quetigny entend porter son point de vue et ses propositions dans la ville.

Adeptes d'une démarche réellement démocratique, nous prenons toujours les décisions collectivement...

Notre fonctionnement :

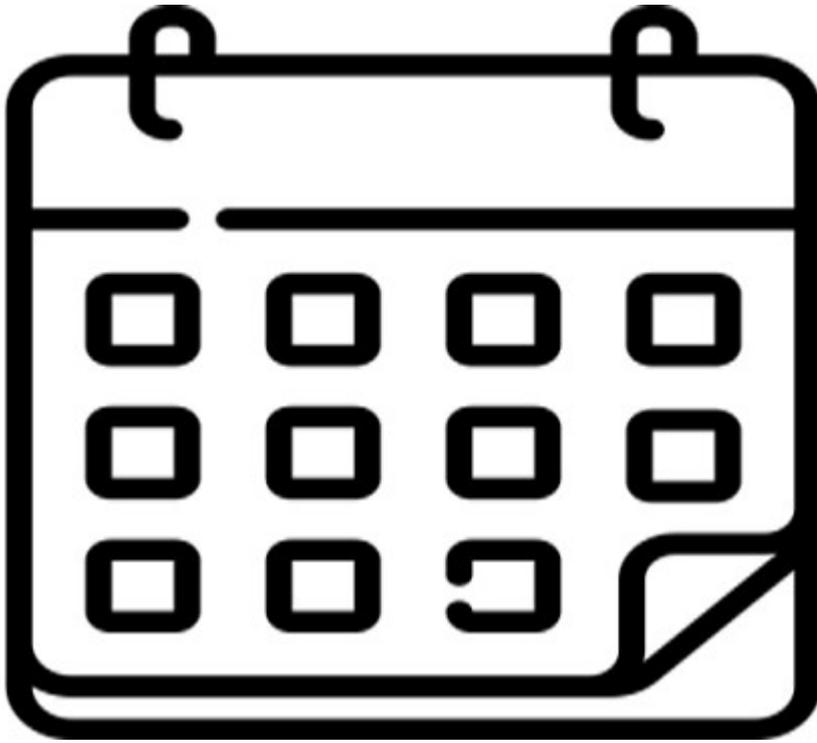
- une équipe d'animation prend les initiatives (réunions, relances, etc.)
- une équipe information gère la page facebook, la newsletter, le bulletin, le site internet...
- 4 commissions sont créées ; elles se réunissent 3 ou 4 fois par an :
  - jeunesse, éducation
  - solidarité, emploi, logement
  - écologie, Agenda 30, urbanisme
  - démocratie, citoyenneté, vie associative.

Elles suivent le travail des commissions municipales, et font des propositions, en lien avec notre programme.

- des réunions mensuelles de RQ, avec ordre du jour, prennent les décisions.

Chaque membre de RQ peut donc, selon ses souhaits, ses connaissances, ses compétences, sa sensibilité, apporter sa contribution à la réflexion et à la décision collective. En participant à une commission, aux réunions mensuelles... ou en acceptant par exemple la tâche de relecteur-trice d'article.

Si notre activité vous intéresse, n'hésitez pas à nous le faire savoir [par mail](#).



Réinventons  
QUETIGNY

**La Lettre**

n° 1

octobre 2022

## Sur notre agenda

du lundi 5 au vendredi 9 octobre :

### Exposition sur les dégâts du glyphosate en Argentine

de **Sebastião Salgado** (vernissage lundi 5 octobre à 18 h 30)

à la Maison-phare, 2 allée de Grenoble, Dijon

Mouvement des Sans-Terre, Amis de la Terre, ATTAC, CCFD-Terre Solidaire, Initiative Dijon-Brésil, Nous voulons des coquelicots, Vigilance OGM

[ La grande manifestation [Face aux dégâts de l'agro-industrie en France et en Amérique latine, s'informer et agir ensemble](#), avec **Pouloucoutac, Kantay, Florence Pinton, Walter Prysthon, Monique Murga, Yannick Sencébé**, qui était prévue les 9 et 10 octobre, est **ANNULÉE** pour raisons sanitaires et **REPORTÉE** à une date indéterminée. ]

mercredi 14 octobre (20 h 30) :

Un pays qui se tient sage (séance : 1 h 24, puis débat)

rencontre avec le journaliste **David Dufresne**, réalisateur du film

au cinéma Eldorado, 21 rue Alfred de Musset, Dijon

Ce film de 2020 invite des citoyens à approfondir, interroger et confronter leurs points de vue sur l'ordre social et la violence d'État.

mercredi 21 octobre (20 h 30) :

**Il te suffit de tendre la main pour toucher la peau du ciel** (théâtre musical)

d'**Alexandre Picard** (metteur en scène), inspiré par la romancière **Elsa Solal**, avec la compagnie **Le nez en l'air** (Dole)

à l'Espace Mendès France, 8 rue des Vergers, Quetigny (dans le cadre de la section culturelle)

Dialogue-hommage à l'intellectuelle et activiste des droits civiques Angela Davis et au militant amérindien Leonard Peltier.

jeudi 19 novembre (18 h 30 - 22 h) :

**Cuba, Venezuela, Bolivie, la déstabilisation permanente**

Conférence-débat (précédée d'un repas cubain) avec **Cathy Dos Santos** (*L'Humanité-Dimanche*)

salle de la mairie annexe, 6 rue des Grésilles, Dijon, organisée par France-Cuba Côte-d'Or

**ANNULÉE** et **REPORTÉE** en raison du reconfinement.